

Examens finaux. Semestre d'automne (janvier 2005).

GO02

Durée : 3 h

Vous choisirez *l'un* des deux sujets suivants (en indiquant **clairement** sur votre copie le numéro du sujet choisi) :

SUJET N° 1 :

Peut-on dire que le phénomène Ben Laden est « au croisement des dynamiques de globalisation et de segmentations des espaces stratégiques¹ », exprimant le dépassement de l'ère de l'État-nation et la naissance d'espaces non contrôlés politiquement et économiquement ?

SUJET N° 2 :

A l'aide des documents proposés, et de vos connaissances acquises au cours de l'UV, vous rédigerez une note de synthèse critique, problématisée et structurée, sur **le pétrole, enjeu géopolitique du XXIème siècle.**

NB : Le recours au... cours ou à d'autres documents n'est pas autorisé. Merci.

¹ Dominique David, *Sécurité : l'après-New York*, Presses de Sciences Po, 2002, p. 37.

1 Les meilleurs pétro-géologues du monde s'affrontent depuis plusieurs mois autour de l'imminence du « peak oil », c'est-à-dire le point culminant de la production mondiale au-delà duquel l'or noir commencera à manquer. De combien de temps disposons-nous avant que la mi-temps de l'ère pétrolière ne soit sifflée, avant que nous ne subissions les premières conséquences d'un choc pétrolier permanent ? Les pronostics vont de quelques décennies à quelques... mois !

2 De l'imminence du « peak oil » dépend la capacité de l'humanité à s'y adapter. Plus l'échéance est proche, plus le risque est grand. L'AIE prévoit que d'ici à 2030 la demande de pétrole devrait augmenter de moitié. Elle passerait de 83,5 à 121 millions de barils consommés chaque jour (mb/j). Le sol contient-il assez de pétrole pour satisfaire l'appétit toujours plus grand de l'humanité ?

Le directeur des études de l'AIE a des doutes. Fatih Birol prédit que les extractions hors OPEP (soit plus de la moitié de la production totale) amorceront leur déclin « juste après 2010 ». Il précise : « Après cette date, nous devons attendre toute croissance de la production des pays de l'OPEP, notamment ceux du Moyen-Orient. » Les grands producteurs arabes peuvent-ils subvenir aux besoins croissants de l'ensemble de la planète ? Fatih Birol répond : « Ils

gèrent leur production comme ils l'entendent : ils peuvent très bien choisir d'épargner les réserves pour leurs générations à venir. »

4 a conseillé le président Bush sur son programme énergétique en 2000, l'Aramco a probablement déjà atteint son pic de production. Matthew Simmons accuse : « Depuis la nationalisation de l'Aramco, aucun géologue venu de l'extérieur n'a pu vérifier la moindre donnée. »

Riyad ne pouvait laisser passer l'affront sans réagir. D'ordinaire muette sur ses réserves,

l'Aramco s'est vue pour la première fois poussée à publier quelques données précises. Mauvaise surprise : le plus beau trésor des Saoud est à moitié vide. Après soixante ans d'exploitation, Ghawar, premier champ pétrolier du monde, qui fournit à lui seul la moitié du brut saoudien, a officiellement épuisé 48 % de ses réserves. La principale compagnie pétrolière mondiale (et de loin) reconnaît que la production de ses puits décline à grande vitesse : entre 5 et 12 % par an. Rien que pour compenser ce déclin, l'Aramco doit ouvrir assez de nouveaux puits pour fournir entre 0,5 et 1 mb/j supplémentaire chaque année.

7 Une certitude demeure. Les extractions de plusieurs des principales zones pétrolifères du monde déclinent : Californie, golfe du Mexique, mer du Nord, Indonésie, Gabon. Ces deux derniers pays ont même subi l'affront de devoir quitter l'OPEP. Pour d'autres, le diagnostic géologique reste incertain, mais la production chute année après année depuis plus de cinq ans (Argentine, Colombie, Pérou, Égypte, Cameroun, Ouzbékistan, etc.).

5 Les données sur les réserves sont purement déclaratives. Chaque année, l'*Oil & Gas Journal* envoie un formulaire que les gouvernements des pays producteurs remplissent. Et c'est tout. Aucun audit public n'a eu lieu et n'aura vraisemblablement jamais lieu pour vérifier la sincérité des déclarations de l'Aramco, de Gazprom ou même de Total. Secret industriel. Il est encore plus invraisemblable qu'un géologue venu de l'extérieur se rende sur un champ pour refaire des mesures. Depuis 2002, en Russie, révéler la moindre information sur les réserves est un crime d'Etat passible de sept années de prison.

8 D'après Fatih Birol, de l'AIE, seuls les pays de l'OPEP peuvent encore significativement augmenter leur production. Mais là, les doutes vont au-delà de l'opacité. Le mensonge est à craindre. Le *World Energy Outlook 2004*, le document de référence publié par l'AIE, note : « Les réserves (déclarées) de 38 pays sont restées inchangées depuis 1998, dont celles de 13 pays depuis 1993, malgré les extractions continues. » L'AIE cite l'exemple du Koweït, quatrièmes réserves du Globe, qui, pendant dix ans, a déclaré un chiffre constant de 94 milliards de barils de

3 A la Saudi Aramco (l'Arabian-American Company, cofondée par des Californiens en 1944, mais nationalisée en 1980), on goûte peu la plaisanterie. En novembre 2004, Sadad Al-Husseini, ex-numéro deux de la Saudi Aramco, déclare à la presse britannique qu'il a « plus de chance de vivre un jour sur la Lune » que de voir se réaliser les projets de l'administration Bush. Quelques semaines plus tard, le département américain de l'énergie ramène sa projection à 16,3 mb/j, « ce qui est encore énorme », note aujourd'hui Al-Husseini dans un entretien au *Monde*.

Ce couac au sein du couple américano-saoudien montre, pour la première fois, qu'un fossé sépare les besoins des pays consommateurs et les capacités réelles d'extraction des pays producteurs. En mai dernier, second couac, dont le retentissement échappe cette fois au cercle étroit et feutré de la diplomatie du pétrole. Matthew Simmons, l'un des banquiers d'affaires les plus en vue de Houston - capitale américaine du pétrole - publie *Crépuscule dans le désert*, un brûlot fort documenté qui accuse l'Arabie saoudite de surestimer ses réserves. D'après ce Texan, qui

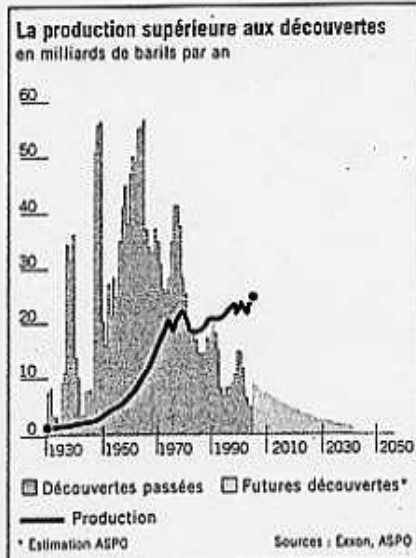
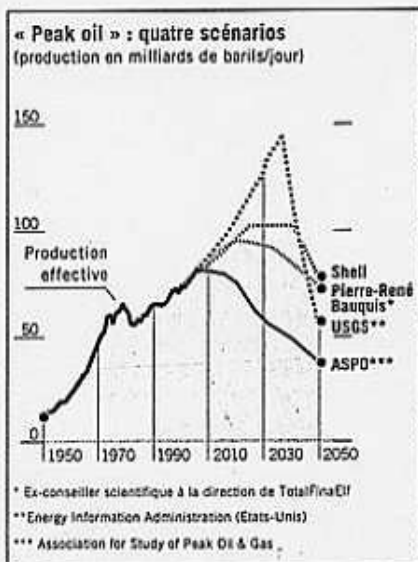
6 Pourtant, les données publiées par l'*Oil & Gas Journal* servent de référence à la majorité des analystes. Simplement parce qu'elles sont les seules disponibles dans le domaine public.

Un rien désabusé, un spécialiste des statistiques de l'Institut français du pétrole (IFP) témoigne : « Il est déjà impossible de connaître la quantité précise de brut qui sort des pipelines, alors savoir combien il reste sous terre... » Les groupes pétroliers, eux, se donnent les moyens de savoir. Ils financent des sortes de mutuelles d'espionnage industriel qui prospèrent sur le flou qu'entretiennent leurs clients. L'une de ces sociétés, PetroLogistic, fournit les seuls chiffres fiables sur la production. Dans chacun des principaux terminaux pétroliers de la planète, ses « correspondants » notent les supertankers qui passent, et déduisent leur charge en photographiant les lignes de flottaison.

9 réserve, alors que, dans le même temps, il en a extrait 8 milliards « et n'a fait aucune découverte importante au cours de la période ».

10 Les majors pourraient bien être en train d'admettre qu'il y a urgence. Chevron, la deuxième plus grande compagnie américaine, vient de lancer une grande campagne de communication dans la presse et les aéroports des Etats-Unis. Slogan: « Nous avons mis cent vingt-

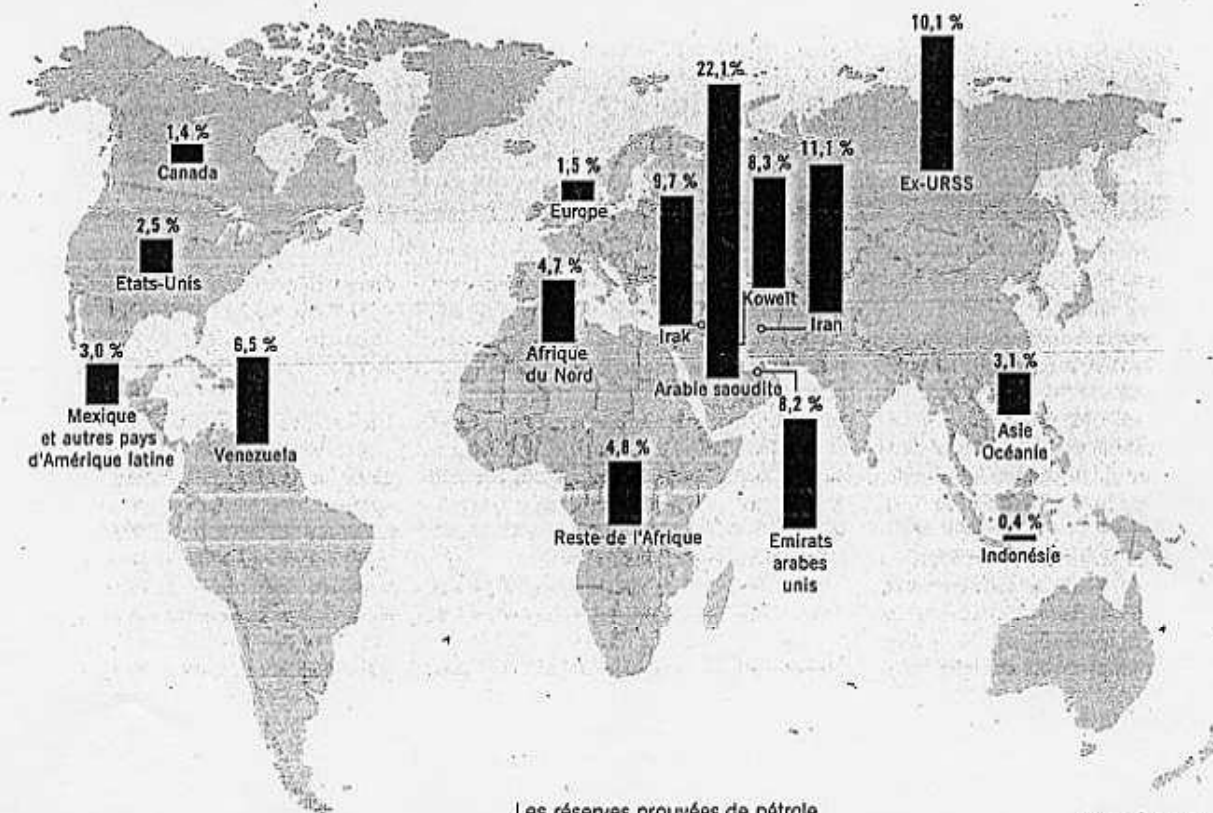
11 cinq ans à exploiter le premier trillion de barils. Nous aurons consommé le prochain trillion dans trente ans. » La sémantique est habile: si l'on remplace « prochain » par « second », Chevron est en train d'avertir que le « peak oil » est tout proche. Chez Total, l'alerte est plus subtile encore. Elle procède par antiphrase: « Pour vous, notre énergie est inépuisable », dit le nouveau slogan.

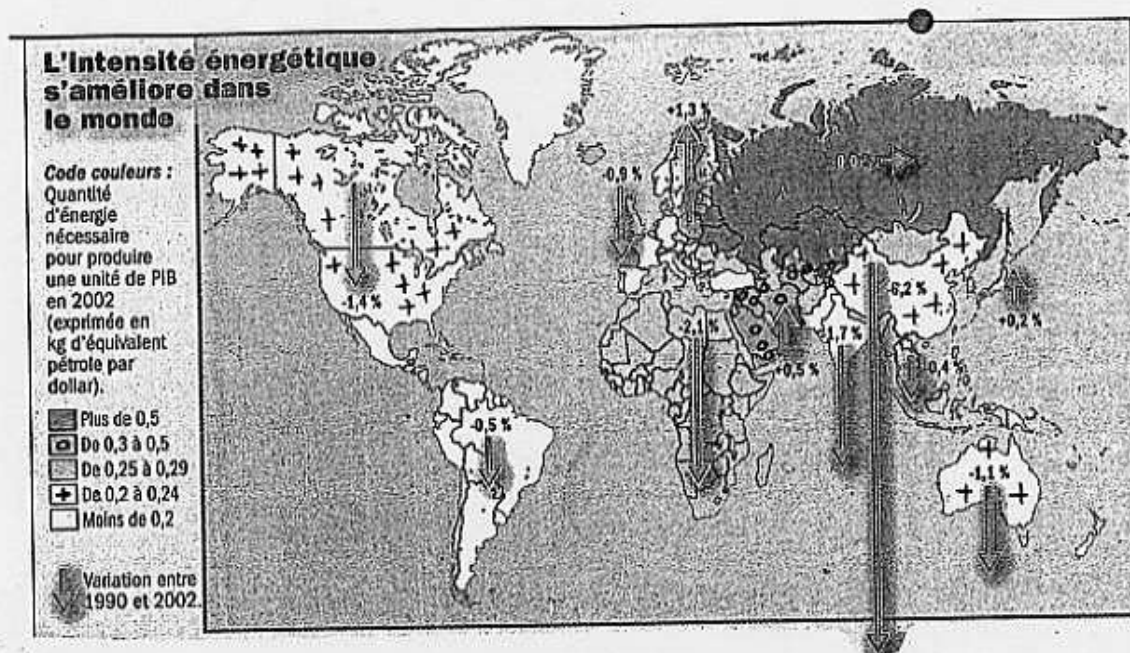


Trois décennies séparent le « peak oil » du scénario de l'Association pour l'étude du peak oil - ASPO - (2008) de celui du gouvernement américain (2037). Et le secret qui entoure les réserves ne facilite pas la tâche. D'après Colin Campbell, fondateur de l'ASPO, 45 % du montant des réserves que déclarent les principaux pays de l'OPEP sont « douteux ».

Les découvertes pétrolières déclinent depuis plus de trois décennies. Chaque année, depuis 1980, les pétroliers extraient davantage d'or noir qu'ils n'en découvrent. Un phénomène tendanciel et logique. Après avoir exploité les champs les plus grands et les plus facilement accessibles, l'industrie pétrolière mange aujourd'hui son « pain noir ».

L'OPEP dispose des trois quarts des réserves





Document 3 : Pierre Noël, « Les Etats-Unis et la sécurité mondiale », *Ramses 2005*, sous la direction de Thierry de Montbrial et Philippe Moreau Defarges, Dunod, 2004, p. 145-155.

LA SÉCURITÉ PÉTROLIÈRE EST UN BIEN COLLECTIF MONDIAL

L'exposition de l'économie américaine au risque pétrolier augmente-t-elle avec l'approfondissement de la « dépendance » ? Le marché pétrolier étant intégré mondialement, la maîtrise de la dépendance extérieure ne renforcerait pas la sécurité énergétique. La véritable dépendance, celle qui détermine le degré d'exposition au risque macroéconomique, est la dépendance de l'économie américaine à l'égard du pétrole lui-même, plus exactement du marché pétrolier mondial – et non à l'égard du pétrole importé, du pétrole du Moyen-Orient ou encore du pétrole saoudien¹². Or, s'émanciper du marché pétrolier mondial aurait un coût énorme, sans commune mesure avec celui de la dépendance elle-même¹³. Puisque l'affranchissement du marché mondial est hors d'atteinte, la sécurité pétrolière américaine suppose de garantir le bon fonctionnement et l'intégrité du marché pétrolier, et de disposer d'instruments pour limiter l'impact des crises lorsqu'elles surviennent.

Mais l'intégration du marché pétrolier mondial a une conséquence assez radicale dont il

faut prendre la mesure : une politique qui renforce la sécurité pétrolière des États-Unis a toute chance de renforcer la sécurité pétrolière de tous les consommateurs où qu'ils soient dans le monde. La sécurité pétrolière américaine se confond avec la sécurité pétrolière mondiale. Pour le dire autrement, la sécurité pétrolière est un *bien collectif mondial*, et même un « bien collectif pur¹⁴ ». Si un État « produit » de la sécurité pétrolière par des politiques dont il assume les coûts, il ne peut empêcher les consommateurs de pétrole, partout dans le monde, de jouir des bénéfices de ces politiques. D'autre part, le fait que les consommateurs chinois (par exemple) « consomment » de la sécurité pétrolière produite par les États-Unis ne diminue pas la sécurité pétrolière dont jouissent les consommateurs américains, européens et autres.

Le problème que posent les biens collectifs mondiaux est que chaque État a intérêt à attendre que d'autres le produisent pour pouvoir en profiter gratuitement – comportement dit du « passager clandestin ». Mais il se peut qu'un État ait tellement intérêt à la production du bien – il lui attribue une telle valeur – qu'il est prêt à le produire même si les autres doivent en profiter gratuitement. Dans une large mesure, telle est la situation en matière de sécurité pétrolière mondiale. Les États-Unis mettent en œuvre une politique de sécurité pétrolière dont ils assument l'essentiel des coûts, mais dont les autres consommateurs bénéficient gratuitement ou presque.

INTERNATIONALISER LA SÉCURISATION MILITAIRE DU MARCHÉ PÉTROLIER ?

La dimension militaire de la sécurisation du marché pétrolier mondial est sans doute celle où les États-Unis supportent la part la plus forte des coûts de production du « bien collectif mondial ». La sécurisation militaire du marché pétrolier peut-elle, et doit-elle, être internationalisée ? Cette question soulève deux problèmes impliquant des acteurs différents : les pays européens d'une part, la Chine de l'autre.

L'Europe et la sécurisation du Moyen-Orient

Il est souvent mentionné que l'Europe « dépend » davantage du pétrole du Golfe que les États-Unis et qu'à ce titre, il serait équitable – et cela pourrait être aussi dans son intérêt – qu'elle prenne une part plus active à la sécurisation des pays et des voies d'exportation de la région. Comme nous l'avons montré, l'idée d'une plus forte « dépendance » européenne à l'égard du Golfe n'est pas pertinente dans un marché intégré mondialement. Néanmoins, il est vrai que les consommateurs européens, comme d'ailleurs les Japonais, bénéficient gratuitement de l'effort de sécurisation du marché assuré par les États-Unis.

12. Voir U.S. General Accounting Office (1996).

13. Voir Parry et Darmstadter (2003).

14. Pour une définition très claire des biens collectifs, voir Levêque (1998).

Dépendance économique et obsession du pétrole

La politique pétrolière des États-Unis, naturellement concentrée sur le monde arabe, est un effet du nouveau rapport économique de l'Amérique au monde. Leader historique dans la découverte, la production et l'utilisation du pétrole, l'Amérique est devenue ces trente dernières années massivement importatrice. Si on la compare à l'Europe et au Japon, dont les productions sont peu importantes ou inexistantes, elle s'est, de ce point de vue, normalisée.

En 1973, les États-Unis produisaient par jour 9,2 millions de barils et en importaient 3,2. En

1999, ils en produisaient 5,9 et en importaient 8,6¹. Au rythme actuel d'exploitation, les réserves américaines seront épuisées en 2010. On peut comprendre l'obsession américaine du pétrole et, pourquoi pas, la surreprésentation des « pétroliers » dans le gouvernement Bush. La fixation des États-Unis sur cette source d'énergie ne peut cependant être considérée comme purement rationnelle et révélatrice d'une stratégie impériale efficace, pour plusieurs raisons.

D'abord parce que la thématique pétrolière, compte tenu du niveau de *dépendance générale à l'égard des importations* de l'économie américaine, est désormais symbolique plutôt qu'essentielle. Une Amérique gavée de pétrole mais privée de ses approvisionnements en marchandises verrait sa consommation chuter de la même manière qu'une Amérique privée de pétrole. Les importations de pétrole ne représentent, on l'a vu, qu'une fraction non négligeable mais secondaire du déficit commercial américain : 80 milliards de dollars sur 450 pour l'année 2000. L'Amérique serait en fait vulnérable à n'importe quel type de blocus, et la centralité de la thématique pétrolière ne peut s'expliquer par la rationalité économique.

La crainte d'une insuffisance des approvisionnements pétroliers ne devrait surtout pas conduire à une fixation sur le Moyen-Orient. Les pays qui fournissent en énergie l'Amérique sont assez bien répartis sur l'ensemble de la planète. Le monde

1. *Statistical Abstract of The United States* : 2000, p. 591.

arabe, malgré sa place prépondérante dans la production, et surtout dans la détention des réserves mondiales, ne tient aucunement les États-Unis à la gorge. La moitié des importations américaines de pétrole vient du Nouveau Monde, militairement sûr pour les États-Unis : Mexique, Canada et Venezuela principalement. Si l'on ajoute les quantités en provenance de ces pays à la production américaine elle-même, on atteint 70 % de la consommation des États-Unis venant de la sphère occidentale rapprochée définie par la doctrine de Monroe.

Par comparaison avec l'Europe et le Japon, qui dépendent réellement du Moyen-Orient, la sécurité pétrolière des États-Unis est considérable. Les pays du golfe Persique en particulier ne fournissent

Tableau 9. Importations pétrolières américaines en 2001 (en millions de barils)

Total	3475		
Algérie	3	Congo (Kinshasa)	5
Arabie saoudite	585	Indonésie	15
Égypte	2,5	Malaisie	5
Émirats arabes unis	5	Nigeria	309
Irak	285		
Iran	0	Antilles néerlandaises	6
Koweït	88	Canada	485
Oman	6	Équateur	43
Qatar	0	Mexique	498
		Pérou	2,5
Angola	122	Trinité-et-Tobago	19
Brunei	2	Venezuela	520
Chine	5		
Congo (Brazzaville)	16	Reste du monde	453

Source : <http://www.census.gov/foreign-trade>

que 18% de la consommation américaine. La présence militaire dans la région, aérienne ou à terre, en Arabie saoudite, la lutte diplomatique contre l'Irak, les attaques à répétition contre l'Irak s'inscrivent certainement dans le cadre d'une stratégie pétrolière. L'énergie qu'il s'agit de contrôler, cependant, n'est pas celle des États-Unis, c'est celle du monde, et plus spécifiquement, celle des deux pôles industriellement productifs et excédentaires de la triade, l'Europe et le Japon. Ici, l'action américaine peut effectivement apparaître comme impériale. Elle n'est pas forcément rassurante.

Au stade actuel, l'existence de populations nombreuses en Iran, en Irak et même désormais en Arabie saoudite impose à ces pays de vendre leur pétrole sous peine d'exploser. Européens et Japonais n'ont donc rien à craindre de la liberté d'action de ces nations. Les États-Unis prétendent assurer la sécurité des approvisionnements pétroliers de leurs alliés. La vérité est que, par le contrôle des ressources énergétiques nécessaires à l'Europe et au Japon, les États-Unis pensent garder la possibilité d'exercer sur eux des pressions significatives.

La fixation sur le pétrole du monde musulman évoque donc beaucoup plus une peur de l'expulsion qu'une capacité à élargir l'empire. Elle révèle l'anxiété des États-Unis plutôt que leur puissance : d'abord la peur d'une dépendance économique désormais générale, dont le déficit énergétique n'est qu'un symbole, ensuite, par voie de conséquence, la peur de perdre le contrôle des deux protectorats productifs de la triade, l'Europe et le Japon.